



16 mars 2021

(21-2191)

Page: 1/6

Original: anglais

**CHINE – MESURES ANTIDUMPING ET COMPENSATOIRES VISANT
L'ORGE EN PROVENANCE D'AUSTRALIE**

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'AUSTRALIE

La communication ci-après, datée du 15 mars 2021 et adressée par la délégation de l'Australie au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

1. Le 16 décembre 2020, l'Australie a demandé l'ouverture de consultations avec la République populaire de Chine ("Chine") conformément aux articles 1^{er} et 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), à l'article 17.2 et 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") et à l'article 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") au sujet des mesures imposant des droits antidumping et des droits compensateurs sur l'orge importée d'Australie¹. L'Australie et la Chine ont tenu ces consultations le 28 janvier 2021. Malheureusement, celles-ci n'ont pas permis de régler le présent différend. Par conséquent, l'Australie demande l'établissement d'un groupe spécial conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémorandum d'accord, à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, à l'article 30 de l'Accord SMC et à l'article XXIII du GATT de 1994.

2. L'Australie considère que les mesures de la Chine imposant des droits antidumping et compensateurs sur l'orge en provenance d'Australie, telles qu'elles sont énoncées dans l'Avis n° 14 de 2020 (18 mai 2020) du Ministère du commerce de la République populaire de Chine ("MOFCOM"), y compris toutes ses annexes et tous ses amendements, modifications ou remplacements, et dans l'Avis n° 15 de 2020 (18 mai 2020) du MOFCOM, y compris toutes ses annexes et tous ses amendements, modifications ou remplacements, sont incompatibles avec les engagements et les obligations de la Chine, y compris au titre des dispositions ci-après du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC.

Interprétation et application des expressions "produits similaire", "produit considéré" et "branche de production nationale"

- i. Les articles 2.1, 2.6, 3.1, 3.6 et 5.2 i) et iv) de l'Accord antidumping et les articles 6, 11.2 i) et iv), 15.1, note de bas de page 46 et 15.6 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, en menant son enquête, la Chine a défini et appliqué d'une manière incorrecte les expressions "produit considéré" et "produit similaire", y compris, notamment, en ne tenant pas compte de la différence entre: l'orge de semence et l'orge d'un autre type; l'orge de malterie et l'orge fourragère; et les différentes qualités d'orge de malterie.
- ii. L'article 4.1 de l'Accord antidumping et l'article 16.1 de l'Accord SMC parce que, en menant son enquête, la Chine a défini et appliqué d'une manière incorrecte l'expression "branche de production nationale", en partie à cause de sa définition et de son application incorrectes des expressions "produit considéré" et "produit similaire".

¹ WT/DS598/1.

Ouverture des enquêtes

- iii. L'article 5.1, 5.2 et 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.1, 11.2 et 11.4 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a indûment ouvert des enquêtes en se fondant sur des demandes qui n'avaient pas été présentées "par la branche de production nationale ou en son nom" et parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande avait été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom".
- iv. L'article 5.2, 5.3 et 5.8 de l'Accord antidumping et l'article 11.1, 11.2 et 11.9 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a ouvert des enquêtes sans éléments de preuve suffisants, n'a pas considéré ou examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, et elle n'a pas rejeté la demande ni clos l'enquête dans les moindres délais étant donné l'absence d'éléments de preuve suffisants.

Conduite des enquêtes

- v. L'article 6.1 de l'Accord antidumping et l'article 12.1 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas avisé de manière suffisante toutes les parties intéressées et tous les Membres intéressés et ne leur a pas ménagé la possibilité de présenter tous les renseignements et éléments de preuve pertinents, y compris en ne tenant pas compte des facteurs pertinents pour la détermination des délais concernant la réponse aux questionnaires et les observations sur les divulgations finales, et en n'informant pas les parties intéressées des lacunes alléguées dans les renseignements fournis et ne ménageant pas la possibilité de remédier à ces lacunes alléguées.
- vi. L'article 6.2 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, tout au long de l'enquête, la Chine n'a pas ménagé à toutes les parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts.
- vii. L'article 6.4 de l'Accord antidumping et l'article 12.3 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas ménagé en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements non confidentiels utilisés par les autorités qui étaient pertinents pour la présentation de leurs dossiers, ainsi que de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements, y compris, entre autres choses, en ce qui concerne: les lacunes alléguées dans les renseignements fournis par les parties intéressées et le motif de la non-prise en compte de ces renseignements; la composition de la branche de production nationale; la détermination de la valeur normale et des prix à l'exportation, y compris les données provenant du Global Trade Atlas; les ajustements pour tenir compte des différences dans la comparabilité des prix; les calculs des marges de dumping; les contributions financières et la spécificité des programmes de subventions allégués; le calcul des taux de subventionnement; et la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.
- viii. L'article 6.4 et 6.5.1 de l'Accord antidumping et l'article 12.3 et 12.4.1 de l'Accord SMC, parce que, entre autres choses, il apparaît que la Chine s'est appuyée sur des renseignements confidentiels provenant des parties intéressées et n'a pas fourni, ou n'a pas demandé aux parties intéressées de fournir, des résumés non confidentiels adéquats des renseignements dont il était allégué qu'ils étaient confidentiels ou parce que la Chine a traité à tort des renseignements comme étant confidentiels.
- ix. L'article 6.6 de l'Accord antidumping et l'article 12.5 de l'Accord SMC parce que la Chine ne s'est pas assurée au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées, y compris, entre autres choses: la composition de la branche de production nationale; la production d'orge en Australie et le fonctionnement du marché de l'orge australien; le fonctionnement des subventions alléguées; les prix intérieurs de l'orge en Chine; et l'exactitude des statistiques relatives à divers indicateurs économiques concernant la situation de la branche chinoise de production d'orge.

- x. L'article 6.9 de l'Accord antidumping et l'article 12.8 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas divulgué aux parties intéressées les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement des déterminations suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts, y compris en ne mettant pas à disposition tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition des droits finals, y compris, entre autres choses: les lacunes alléguées dans les renseignements fournis par les parties intéressées et le motif de la non-prise en compte de ces renseignements; la composition de la branche de production nationale; la détermination de la valeur normale et des prix à l'exportation, y compris les données provenant du Global Trade Atlas; les décisions concernant les ajustements pour tenir compte des différences dans la comparabilité des prix; les calculs des marges de dumping; les contributions financières et la spécificité des programmes de subventions allégués; le calcul des taux de subventionnement; et la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.

Utilisation des données de fait disponibles

- xi. L'article 6.8 et l'Annexe II, paragraphes 1, 3, 5, 6 et 7, de l'Accord antidumping et l'article 12.7 de l'Accord SMC parce que la Chine a indûment fondé ses déterminations sur les données de fait disponibles. En particulier, la Chine n'était pas autorisée à rejeter les renseignements nécessaires communiqués par les parties intéressées australiennes, étant donné que ces renseignements avaient été communiqués dans un délai raisonnable et que les parties intéressées australiennes n'avaient pas entravé l'enquête de façon notable. De plus, la Chine, entre autres choses:
- a. n'a pas pris en compte des renseignements qui étaient vérifiables, qui avaient été présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui avaient été communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui avaient été communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par la Chine;
 - b. a indûment et sans justification ignoré des renseignements fournis par les parties intéressées agissant au mieux de leurs possibilités;
 - c. n'a pas informé immédiatement les parties qui les avaient communiqués des raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements ni ne leur a ménagé la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable;
 - d. n'a pas indiqué les raisons du rejet de ces renseignements dans sa détermination publiée; et
 - e. n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière en ce qui concerne les renseignements de sources secondaires en formulant ses constatations.

Détermination de l'existence d'un dumping

- xii. L'article 2.2 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine a indûment déterminé la valeur normale par référence à des ventes à un pays tiers sans justification appropriée, sans établir que le pays tiers était "approprié", et sans établir que le prix du produit similaire, lorsqu'il était exporté vers ce pays tiers, était "comparable" et "représentatif".
- xiii. L'article 2.3 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas déterminé le prix à l'exportation sur une base raisonnable lorsqu'elle a indûment rejeté les renseignements fournis par des exportateurs concernant leurs ventes à l'exportation d'orge à destination de la Chine, et a déterminé le prix à l'exportation par référence à des renseignements d'une tierce partie.

- xiv. L'article 2.4 de l'Accord antidumping parce que la Chine n'a pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, entre autres choses, en ne garantissant pas: que la valeur normale et le prix à l'exportation ont été comparés au même niveau ou à un niveau commercial équivalent; que la comparaison a été faite pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible; qu'il a été dûment tenu compte de tous les facteurs affectant la comparabilité des prix; et qu'il a été tenu compte également des frais ainsi que des bénéfices. De plus, la Chine n'a pas indiqué quels renseignements étaient nécessaires pour assurer une comparaison équitable, en partie parce qu'elle n'a pas divulgué les méthodologies qu'elle avait utilisées pour déterminer à la fois le prix à l'exportation et la valeur normale.
- xv. L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas établi la marge de dumping sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables.
- xvi. L'article 6.10 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas déterminé de marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné d'orge visé par l'enquête.

Détermination en matière de droits compensateurs

- xvii. Les articles 1.1, 1.2, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine a indûment établi l'existence d'une subvention, telle qu'elle est définie au paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord SMC, y compris en déterminant indûment qu'une subvention existait, qu'un "avantage" avait été conféré aux producteurs ou exportateurs d'orge australiens; et que la subvention alléguée était spécifique à certaines entreprises établies à l'intérieur de l'Australie.

Détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité

- xviii. L'article 3.1 de l'Accord antidumping et l'article 15.1 de l'Accord SMC parce que la Chine n'avait pas fondé sa détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif a) du volume des importations d'orge australienne dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient subventionnées et de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence des importations d'orge australienne dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient subventionnées sur les producteurs nationaux de produits similaires. Le fait que la Chine n'a pas respecté ses obligations au titre de l'article 3.1 est lié à sa non-mise en conformité avec l'article 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping et le fait qu'elle n'a pas respecté ses obligations au titre de l'article 15.1 est lié à sa non-mise en conformité avec l'article 15.2, 15.4 et 15.5 de l'Accord SMC.
- xix. L'article 3.2 de l'Accord antidumping et l'article 15.2 de l'Accord SMC, parce que: a) pour ce qui concerne le volume des importations d'orge australienne dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient subventionnées la Chine n'a pas examiné, entre autres choses, tous les éléments de preuve positifs disponibles dans le dossier, y compris les fluctuations d'une année sur l'autre du volume de ces importations, et n'a pas procédé à une analyse objective de la question de savoir s'il y avait eu une augmentation notable de ces importations, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation de la Chine; b) pour ce qui concerne l'effet sur les prix des importations d'orge australienne dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient subventionnées, la Chine n'a pas examiné tous les éléments de preuve disponibles dans le dossier, y compris les fluctuations d'une année sur l'autre du volume de ces importations, et n'a pas procédé à une analyse objective de la question de savoir s'il y avait eu, dans ces importations, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire sur le marché intérieur, ou si les importations avaient, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable; et c) la Chine n'a pas examiné si les importations

d'orge australienne dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient subventionnées avaient empêché dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites.

- xx. L'article 3.4 de l'Accord antidumping et l'article 15.4 de l'Accord SMC, parce que la Chine n'a pas a) procédé à un examen objectif de l'incidence des importations d'orge australienne dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient subventionnées sur la branche de production nationale en procédant, entre autres choses, à l'examen en relation avec une branche de production nationale définie de manière incorrecte au titre de l'article 4.1 de l'Accord antidumping et de l'article 16.1 de l'Accord SMC; b) évalué le rôle, la pertinence et le poids de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production nationale, limitant son analyse à une approche récapitulative mécanique qui, entre autres choses, ne tenait pas compte de tous les éléments de preuve positifs disponibles; et c) donné tout leur poids à des facteurs comme les coûts de plantation en formulant sa constatation selon laquelle la branche de production nationale avait subi un dommage substantiel.
- xxi. L'article 3.5 de l'Accord antidumping et l'article 15.5 de l'Accord SMC, parce que la Chine n'a pas a) démontré que les importations d'orge australienne dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et étaient subventionnées, par les effets du dumping et des subventions allégués, causaient un dommage à la branche de production nationale; b) fondé sa prétendue démonstration du lien de causalité sur un examen objectif de tous les éléments de preuve pertinents; c) examiné objectivement les autres facteurs connus qui avaient causé un dommage à la branche de production nationale, y compris, entre autres, les importations non visées et le soutien fourni par le gouvernement chinois à la production de maïs et de blé; et d) fait en sorte de ne pas imputer les dommages causés par ces facteurs aux importations d'orge australienne. De plus, la Chine a indûment fondé son évaluation du lien de causalité sur des considérations, examens et évaluations erronés au titre de l'article 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping et de l'article 15.2 et 15.4 de l'Accord SMC.

Imposition des droits

- xxii. L'article VI:2 du GATT de 1994 et l'article 9.1, 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping parce que, entre autres choses, la Chine a imposé des droits antidumping dans les cas où toutes les conditions requises pour cette imposition n'ont pas été remplies; n'a pas imposé de droits antidumping dont les montants étaient appropriés; n'a pas imposé de droits antidumping sur une base individuelle; n'a pas nommé les fournisseurs du produit concerné; et a imposé des droits antidumping en dépassement de la marge de dumping qui aurait dû être établie au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping.
- xxiii. L'article VI:3 du GATT de 1994 et l'article 19.4 de l'Accord SMC, parce que, entre autres choses, la Chine a utilisé une méthodologie inadéquate pour déterminer un montant de subventionnement et a donc indûment perçu sur les produits à base d'orge australiens importés des droits compensateurs qui dépassaient le montant de la subvention dont l'existence aurait été constatée si l'enquête avait été conduite conformément à l'Accord SMC.

Transparence

- xxiv. L'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping et l'article 22.3 et 22.5 de l'Accord SMC parce que, entre autres choses, la Chine n'a pas indiqué de façon suffisamment détaillée les constatations et les conclusions qu'elle avait établies sur tous les points de fait et de droit qu'elles avaient jugés importants, ni les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments et allégations pertinents, y compris, entre autres choses: sa décision d'utiliser les données de fait disponibles; la composition de la branche de production nationale; la détermination de la valeur normale, y compris la décision d'utiliser les ventes à l'exportation à destination de l'Égypte; la détermination du prix à l'exportation; sa décision de se procurer des données auprès du Global Trade Atlas; les ajustements apportés, le cas échéant, pour procéder à une comparaison équitable;

le calcul de la marge de dumping; l'imposition de droits antidumping; l'acceptation des affirmations juridiques et factuelles du requérant et rejet de celles du gouvernement australien et des autres parties intéressées australiennes concernant la contribution financière alléguée, la spécificité et le dommage causé par les programmes de subventions allégués; le calcul du taux de subventionnement; et la détermination de l'existence d'un dommage et du lien de causalité en ce qui concerne les deux enquêtes.

Allégations corollaires

- xxv. L'article VI du GATT de 1994, par suite des infractions à l'Accord antidumping et à l'Accord SMC décrites plus haut.
 - xxvi. L'article premier de l'Accord antidumping par suite des infractions à l'Accord antidumping décrites plus haut.
 - xxvii. Les articles 10 et 32.1 de l'Accord SMC par suite des infractions à l'Accord SMC et au GATT de 1994 décrites plus haut.
3. Il apparaît également que les mesures de la Chine annulent ou compromettent les avantages résultant directement ou indirectement pour l'Australie des accords cités.
4. Par conséquent, l'Australie demande, conformément aux articles 4:7 et 6 du Mémoire d'accord, à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, à l'article 30 de l'Accord SMC et à l'article XXIII du GATT de 1994, que l'Organe de règlement des différends établisse un groupe spécial chargé d'examiner cette question et doté du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord.
5. L'Australie demande que la présente demande soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'Organe de règlement des différends qui se tiendra le 26 mars 2021.
-